



Le Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (Redhac) a réagi au lendemain du renvoi de l'audience relative à l'arrestation de Mancho Bibixy et autres activistes dans le cadre de la crise anglophone.

Jeudi dernier l'audience a été envoyée au 13 avril 2018 pour réquisitions du ministère public et plaidoiries. En attendant le jour-J, le Redhac multiplie les sorties et appelle la société civile à rester en rangs serrés. Pour cette organisation que pilote Maximilienne Ngo Mbe, Mancho Bibixy, journaliste et animateur radio ainsi que les autres activistes interpellés dans le cadre de la crise anglophone, doivent être libérés.

Cette partie tient pour responsables les autorités judiciaires en charge de ce dossier si elles ne prononcent pas l'acquittement. Aussi, le Redhac urge les autorités camerounaises de libérer immédiatement et sans conditions les personnes incarcérées dans le cadre de la crise sociopolitique qui prévaut dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

La directrice exécutive Maximilienne Ngo Mbe a tenu à rappeler que Mancho Bibixy n'a pas bénéficié de l'arrêt des poursuites décidé par le président de la République contre certaines personnes inculpées pour leur rôle dans les violences survenues dans les régions anglophones entre novembre et décembre 2016. Il avait été arrêté après une participation très remarquée dans un cercueil blanc à la marche du 28 novembre, à Bamenda.